

# CONFÉRENCE INTERNATIONALE CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE

Paris, 14 & 15 mai 2013



## Cérémonie de clôture de la Conférence internationale contre la malnutrition infantile Discours de Michèle Barzach

Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

Nous voilà arrivés à l'issue de deux jours d'échanges d'une très grande richesse dont on peut dire qu'ils ont tenu leurs promesses et fait de cette conférence un temps de plaidoyer international clé dans la lutte contre la malnutrition infantile. Nous pouvons nous féliciter, et je vous félicite, d'avoir apporté une réelle contribution à la réponse globale contre ce fléau.

Les présentations de grande qualité qui nous ont été proposées et les expériences couronnées de succès qui ont été partagés ont dessiné de manière très convergente, la direction dans laquelle nous, tous ensemble, devons aller pour réduire le fardeau qu'il représente à l'échelle mondiale.

Je retiens trois grands éléments de ces deux journées de débats. Ce ne sont pas les seuls, mais ils sont des pré-requis essentiels.

D'abord, la prise en compte de la malnutrition dans la perspective plus globale de la santé de l'enfant est indispensable si nous voulons faire baisser significativement le nombre d'enfants atteints de malnutrition, dans sa forme aiguë comme dans sa forme chronique. Plusieurs exemples qui nous ont été présentés montrent la nécessité et l'efficacité des interventions précoces, ciblées sur la santé de l'enfant et de sa mère.

Nous avons aussi souligné l'interaction entre la nutrition infantile et des interventions plus larges en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement, ainsi que dans le domaine de la protection sociale. Créer un environnement favorable à la nutrition infantile apparaît comme essentiel.

Enfin, le rôle central des femmes, à la fois comme cible des interventions et comme vecteur d'amélioration pour leurs enfants. Là plus que jamais, les femmes sont au cœur de la solution. Un réel accès des femmes à la santé et une réelle place dans les politiques publiques sont de véritables accélérateurs de progrès en matière de santé et de développement.

La conférence a confirmé le consensus sur la voie à suivre et les conditions de la réussite.

Nous sommes aujourd'hui dans le temps de la mobilisation internationale, pour que les solutions et les stratégies soient mises en œuvre à grande échelle, comme nous l'avons fait pour le paludisme. Ces solutions, nous les connaissons, elles sont largement décrites et précisément chiffrées.

Cette réponse globale nécessite un engagement politique fort de la part des Etats. Les Etats affectés tout d'abord, qui doivent mettre en œuvre des politiques publiques volontaristes intégrées, multi-sectorielles et décentralisées. Le poids que représente la malnutrition, qui atteint parfois jusqu'à la moitié des enfants, nécessite également l'implication de la société civile (organisations non-gouvernementales, associations) et, bien-sûr des Parlements. Notre conférence a montré que cela était possible et que ces derniers étaient, dans certains pays, fortement mobilisés.

Mobilisation politique des Etats du Nord également. A un mois du G8, nous sommes dans le temps de la traduction des promesses en engagements financiers. Le combat contre la malnutrition ne pouvant plus se satisfaire de réponses et de financements d'urgence, la mobilisation de ressources pérennes et de long terme est indispensable.

La France qui est, à travers le MAE, partenaire de cette conférence, vient de donner l'exemple, en octroyant une partie du produit de sa nouvelle taxe sur les transactions financières à la santé des enfants dans le Sahel,

avec un accent particulier sur la nutrition. C'est pour nous un premier pas très encourageant qui devrait inspirer d'autres états. Le gouvernement français a fait le choix d'un dispositif portant sur les transactions financières. Ce n'est pas le seul possible. A chaque pays de trouver et de mettre en œuvre le meilleur mécanisme pour des financements pérennes. La sanctuarisation de ces fonds ainsi que la lutte contre la volatilité des prix des matières premières évoquées par le Ministre Canfin hier, sont également pour nous de bonnes nouvelles, qui vont dans le sens de ce que nous défendons.

Les objectifs de l'Union européenne de contribuer de manière significative aux retards de croissance des enfants sont également ambitieux et nous les accueillons avec satisfaction. Pour autant, il reste encore un certain nombre d'incertitudes sur les réels moyens financiers qui seront alloués et sur l'affectation précise de ces derniers.

Le succès de la réponse mondiale au fléau de la malnutrition repose aussi sur la mobilisation du secteur privé et de la bonne articulation des différents opérateurs et organisations internationales.

Notre conférence l'a montré, donner à la nutrition infantile les ressources nécessaires est à la fois une exigence morale : c'est sauver la vie et l'avenir de millions d'enfants. Mais c'est aussi un investissement rentable au plan social-économique. Les 4,3 milliards de dollars nécessaires chaque année à l'Afrique pour lutter contre la malnutrition infantile permettrait, dès la première année, à 22 millions de jeunes enfants africains d'échapper à la malnutrition chronique. Et ils rapporteraient à terme, 130 milliards de dollars par an en gain de PIB.

A travers ses programmes de terrain, et à travers ses différentes initiatives de plaidoyer dont cette conférence est un exemple, l'objectif final de l'UNICEF est de réduire le nombre de mort évitable mais aussi d'agir pour le développement global. Lutter efficacement contre la malnutrition c'est libérer les populations et les pays affectés d'un redoutable fardeau. En améliorer l'avenir des enfants, nous contribuons au développement mondial.